

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/CAN/3

G/SCM/Q1/CAN/3

15 avril 1997

(97-1606)

Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

Réponses du CANADA<sup>1</sup> aux questions complémentaires  
posées par HONG KONG<sup>2</sup>

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 11 avril 1997.

Réponse complémentaire à la question 13 b) de Hong Kong

### Question

Selon le Canada, lorsque la marge globale de dumping est établie pour l'exportateur, les groupes de produits qui ont des marges négatives verront leurs marges fixées à zéro de telle sorte que les marges négatives de telle ou telle catégorie de produits ne puissent servir à neutraliser les marges positives calculées pour les marchandises "*non similaires*".

Le Canada pourrait-il indiquer si, au cours d'une enquête antidumping, les marchandises en cause sont tous les produits similaires et s'il classerait ces marchandises en groupes de produits aux fins de la détermination de marges de dumping individuelles? Dans l'affirmative, quels sont les critères utilisés pour classer les marchandises similaires dans "tel ou tel" groupe de produits? Le Canada pourrait-il expliquer la raison d'être de ce système et son fondement au plan multilatéral?

Le Canada pourrait-il préciser si l'article 30.2 1) prévoit d'établir la marge globale de dumping de toutes les marchandises similaires en cause pour un exportateur ou la marge de dumping individuelle pour chaque catégorie particulière de marchandises en cause se rapportant à un exportateur?

Dans le premier cas, comment le Canada justifie-t-il la réduction à zéro de la marge de dumping négative globale d'un exportateur et quel est le fondement de cette mesure au plan

---

<sup>1</sup>G/ADP/N/1/CAN/2-G/SCM/N/1/CAN/2.

<sup>2</sup>G/ADP/Q1/CAN/1-G/SCM/Q1/CAN/1.

**multilatéral? Cela ne va-t-il pas gonfler la marge de dumping globale pour les marchandises provenant d'un pays particulier telle qu'elle est établie conformément à l'article 30.1?**

**Dans le deuxième cas, si une marge de dumping globale positive est établie pour un exportateur (en raison principalement des marges de dumping positives établies pour certaines catégories de produits), les catégories de produits spécifiques de marchandises "non similaires" pour lesquelles la marge est négative seraient-elles également soumises à des droits antidumping? Dans l'affirmative, le Canada estime-t-il que cette méthode est juste? Pourrait-il préciser en quoi l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping prévoit le calcul de la marge de dumping au niveau "des catégories de produits"?**

Réponse

1. La définition des "marchandises similaires" donnée à l'article 2 1) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* correspond, dans la législation du Canada, à la définition du "produit similaire" figurant à l'article 2.6 de l'Accord antidumping et elle est compatible avec celle-ci.

Les produits visés lors d'une enquête antidumping sont considérés comme étant des "produits similaires" à des produits fabriqués au Canada. Toutefois, ces produits ne sont pas nécessairement des "produits similaires" entre eux, dans la mesure où la définition de produits similaires se rapporte à des produits qui sont identiques. Ce deuxième point peut être illustré par deux scénarios:

- i) Si tous les produits faisant l'objet d'une enquête antidumping sont les mêmes (c'est-à-dire s'ils ont les mêmes dimensions, sont de la même qualité, du même style, etc.), chacun d'eux est un "produit similaire" identique à tout autre produit faisant l'objet de l'enquête.
- ii) Normalement, une enquête antidumping porte sur une gamme de produits qui ne sont pas des "produits similaires" identiques entre eux (par exemple des tôles d'acier de différentes qualités, des moteurs électriques de différents types et de différentes puissances, des tapis de différents styles, etc.). Dans les cas de ce genre, on crée des "groupes de produits" ou des "catégories de produits similaires" dont chacun ou chacune englobe les ventes intérieures sur le marché national de l'exportateur et les ventes à l'exportation au Canada. Les ventes sur le marché intérieur de l'exportateur sont ensuite comparées à des ventes à l'exportation au Canada comparables afin de déterminer une marge de dumping pour chaque groupe de produits ou catégorie de produits similaires.

L'utilisation de groupes de produits ou de catégories de produits similaires permet de comparer ce qui est comparable, comme l'exigent les dispositions de l'article 2 de l'Accord antidumping relatives à la comparaison équitable.

L'article 2.4.2 de l'Accord antidumping ne définit pas le mot "comparable". Par conséquent, les autorités chargées de l'enquête peuvent utiliser toute base raisonnable pour désigner des transactions "comparables" dans le but de comparer la valeur normale et le prix à l'exportation. La question de savoir si les produits faisant l'objet d'une enquête antidumping constituent un groupe homogène de produits similaires ou différentes catégories de produits similaires et, au besoin, les critères d'établissement des groupes ou catégories eux-mêmes, sont une question factuelle dans chaque enquête.

2. L'alinéa 30.2 1) de la loi susmentionnée fournit la base légale permettant d'établir la marge de dumping pour n'importe quel produit au niveau de l'exportateur. Si les produits faisant l'objet de l'enquête constituent un groupe homogène (c'est-à-dire si ce sont tous des "produits similaires"), la marge de dumping établie conformément à l'alinéa 30.2 1) de la Loi sera la même qu'une marge de

dumping établie pour l'exportateur. Mais si les produits en cause vendus par un exportateur sont répartis entre deux "catégories de produits similaires" ou davantage afin d'établir une comparaison valable (c'est-à-dire de se fonder sur des transactions à l'exportation comparables pour comparer la valeur normale et le prix à l'exportation conformément à l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping), les marges de dumping obtenues en application de l'alinéa 30.2 1) devront être combinées pour établir une marge de dumping *moyenne pondérée* pour l'exportateur considéré.

3. Des droits antidumping sont appliqués aux produits en cause à la suite de la détermination finale de l'existence d'un dumping et d'un dommage. Dans le futur système canadien d'imposition de droits antidumping, les produits pour lesquels des valeurs normales spécifiques auront été calculées ne seront pas frappés de droits antidumping si les prix à l'exportation sont égaux ou supérieurs à ces valeurs normales.

4. Il ressort de notre réponse précédente à la question 13 b) de Hong Kong et des points mentionnés ci-dessus que la réduction à zéro de marges de dumping négatives *pour des catégories spécifiques de produits similaires* a pour but d'éviter que des marges négatives *relatives à une catégorie particulière de produits similaires* ne soient utilisées pour neutraliser les marges positives concernant *une autre* catégorie de produits similaires. Cette façon de faire est conforme à l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping puisque les marges de dumping sont calculées pour chaque catégorie de produits similaires par comparaison directe entre la valeur normale et le prix à l'exportation.

Réponse complémentaire à la question 19 c)

### **Question**

**Le Canada pourrait-il expliquer pourquoi il préfère les méthodes prévues au paragraphe 11 c) à celles qui sont définies à l'article 2.2.2 i) et ii) de l'Accord?**

### **Réponse**

5. Le paragraphe 11 c) du *Règlement sur les mesures spéciales d'importation*, qui concerne le calcul d'un montant pour les frais d'administration, de commercialisation et tous les autres frais, traduit une préférence pour l'utilisation, dans toute la mesure du possible, de données réelles pour l'exportateur considéré, ce qui est conforme à l'article 2.2.2 iii) de l'Accord, qui autorise l'emploi de toute autre méthode raisonnable.